

Lundi 19 Janvier 2026

La classe des milliardaires déclare la guerre aux classes populaires !

L'année 2026 est à peine entamée et, déjà, les menaces s'amonceillent. Après avoir bombardé le Nigeria le 25 décembre, Trump a fait enlever le 3 janvier le président vénézuélien, Nicolás Maduro, pour mettre la main sur le pétrole du pays. Puis il a une nouvelle fois menacé de bombarder l'Iran. Il vise maintenant le Groenland et les richesses de son sous-sol, menaçant de nouvelles sanctions économiques les pays qui ne l'accepteraient pas. En réponse, les pays européens ont déployé quelques troupes au Groenland et s'interrogent pour riposter aux sanctions commerciales de Trump par des contre-sanctions.

Le message de violence de Trump contre les classes populaires...

Bruits de bottes, chantage, menaces... En attendant, les budgets militaires s'envolent, et, pour les financer, nos dirigeants veulent s'en prendre encore à la santé, l'éducation, à tout ce qui nous rend service : la guerre des matières premières est déclarée et, si elle ne s'accompagne pas dans l'immédiat d'une guerre généralisée, elle tue déjà en Ukraine ou en Afrique et se double d'une guerre contre les classes populaires.

Aux États-Unis, Trump déploie l'ICE – les flics de l'immigration, des bandes de nervis masqués, armés, qui traquent tous ceux dont ils ont décidé qu'il s'agissait de « migrants ». Des gens, y compris des femmes enceintes, ont été sortis de leur véhicule, jetés à terre et arrêtés. L'ICE se livre à de véritables kidnappings, y compris d'enfants, dans les écoles, les lieux de travail ou les restaurants. À Minneapolis, dans le Minnesota, un flic de l'ICE a abattu de trois balles dans la tête une femme, Renee Good, venue protester contre leurs agissements. Les dirigeants américains assument et osent l'accuser de terrorisme, alors même que la vidéo du meurtre a été vue des millions de fois et que tout le monde a pu entendre le flic assassin, connu pour ses opinions d'extrême droite, lâcher en la tuant : « *P... de salope !* » Le message de Trump s'adresse à tous les travailleurs : personne n'est à l'abri de ses coups.

... un message qui vaut aussi ici !

Cela se passe aux États-Unis. Mais que dire, ici, de la façon dont les flics détruisent les tentes où s'abritent les réfugiés, brûlent leurs affaires, traquent en mer les migrants entassés dans des embarcations de fortune, empêchent les sauveteurs

de les secourir ? Dans la nuit du 14 janvier, El Hacen Diarra, un travailleur mauritanien de 35 ans, est mort en garde à vue au commissariat du 20^e arrondissement de Paris. Il avait été interpellé alors qu'il était tranquillement assis devant le foyer où il résidait : des vidéos montrent les flics le frapper violemment alors qu'il était à terre, dans son sang. Des centaines de personnes ont manifesté dimanche devant le commissariat. C'est une première réponse à cette violence policière raciste récurrente ici aussi, qui en appelle d'autres !

S'organiser pour que la peur change de camp !

Trump et les dirigeants des pays capitalistes se disputent les richesses de la planète, mais la véritable ligne de démarcation qu'ils sont tous en train de tracer est celle qui sépare les milliardaires, au nom desquels ils gouvernent, de nous tous. C'est à nous tous que les Trump, mais aussi les Macron, ont déclaré la guerre. Sauf qu'ils sont loin d'avoir gagné ! En déchaînant ses brutes dans le Minnesota, Trump a provoqué une réaction populaire : des milliers de personnes patrouillent pour pister les commandos de l'ICE, les mettre en échec et exiger leur départ. Et les exactions de Trump ont peut-être fini par créer les conditions d'une grève générale dans tout l'État : tous les travailleurs du Minnesota sont appelés à faire grève par leurs syndicats vendredi 23 janvier.

Aussi puissants qu'ils se croient, les grands de ce monde ne peuvent rien sans nous, car c'est nous qui faisons tout. Alors, il faut nous préparer à la riposte pour remettre les pendules à l'heure, pour que la peur change enfin de camp !

Pour les 4 semaines de congé !

La direction veut imposer 3 semaines de congé cet été. Ça lui permettrait de nous voler des jours de congés pour nous les imposer en automne. Ça l'arrangerait à la place du chômage, mais pour nous : être en congé quand il pleut et quand nos familles travaillent ou sont à l'école, non merci ! Ce sont nos congés, pas les siens, à nous de décider ce qu'on veut en faire !

Pourquoi se précipiter à bosser cet été ?

Selon la direction, il y aura une chute de la production d'environ 25 % en 2026 par rapport à 2025 et un passage à 1 équipe. On va chômer énormément, et on commence dès fin janvier.

Cette année c'est donc encore plus logique d'avoir 4 semaines de congés. Ça sert à rien de se presser pour faire des voitures.

Les amis du patron peuvent aller bosser... sans nous

Les perroquets du patron expliquent que les salariés n'ont pas les moyens de partir en congés 4 semaines, donc il ne faudrait que 3 semaines.

Oui on est mal payé ! Depuis des années, le patron massacre notre fiche de paie. Raison de plus pour ne pas se faire bousiller en plus nos congés.

Bison pas très futé

Avec les travaux côté Poissy, c'est la galère pour sortir de l'usine. Le patron convoque facilement préfets et politiciens locaux pour faire de la propagande et défendre ses profits. Par contre pour nous permettre de quitter la boîte normalement, le patron ne bouge pas le petit doigt.

Au changement d'équipe, aménager la circulation en dehors et sur le site pour quelques minutes, c'est son boulot et ce n'est pourtant pas sorcier.

Galette des rois ou poisson d'avril ?

Dans sa vidéo, le directeur explique que l'usine va durer encore 30 ans et souhaite une bonne année. À quelques mois du passage en 1 équipe, c'est carrément de l'humour noir.

Si on veut une bonne année 2026 et les suivantes aussi, face à la fermeture qui approche, il est urgent de s'organiser contre ces directeurs qui promettent n'importe quoi et qui au final ne restent en fonction que peu de temps avant d'aller mentir ailleurs.

Il roule à contresens

En février et mars, le patron veut nous retirer des dizaines d'euros pour régulariser les compteurs en négatif. Exactement le contraire de ce qu'il faudrait. Il nous faut 400 euros en plus tous les mois !

Il n'y a rien à attendre des prétendus négociations salariales (mise en scène annuelle du patron). Salariés, unissons-nous pour imposer de vraies augmentations !

Chantage jusqu'à la fin

Dans quelques semaines Stellantis Douvrin va définitivement cesser sa production de moteurs. La direction a décidé de rattacher administrativement le site de Douvrin à celui de Stellantis Valenciennes : donc officiellement, avec ce tour de passe-passe, le site Stellantis de Douvrin ne ferme pas, il est seulement « absorbé » par celui de Valenciennes.

En réalité il n'y aura bientôt plus aucun salarié à Douvrin. La direction menace les dernières dizaines de salariés de Douvrin de mutation forcée à Valenciennes (2 heures de route en plus par jour pour certains), s'ils refusent ce serait le licenciement. Inacceptable !

Le patron menace les emplois en France...

À partir de ce lundi, Stellantis Mulhouse va passer à 2 demi-équipes pour un long moment. 400 intérimaires vont être virés, et les salariés restant vont connaître beaucoup de mutations internes ou externes. S'il y a moins de voitures à produire, Stellantis avec ses milliards accumulés a les moyens de garder tout le monde : il suffit de baisser les cadences.

... Comme en Pologne

Dans 3 mois seulement, Stellantis veut virer environ 700 salariés (CDI et intérimaires) de l'usine de Tychy en Pologne (environ 30 % des 2 178 salariés). Selon la direction, les 3 modèles fabriqués là-bas, récents pourtant, se vendent mal.

Que ce soit en Pologne ou en France, les salariés n'ont pas à faire les frais des stratégies industrielles ou commerciales des patrons. Nous sommes tous concernés par les attaques de Stellantis. Exigeons ici et là-bas, le maintien de tous les emplois et tous les salaires !

Les serials licencieurs

Les dirigeants de Stellantis répètent dans les médias qu'une catastrophe va arriver pour l'industrie automobile à cause de la réglementation européenne.

Pour les travailleurs, la catastrophe est déjà en cours : le patronat bloque nos salaires, supprime des emplois et des usines depuis des années. Pour les patrons de l'automobile, tout va bien, ils pleurent pour avoir des aides et subventions, qu'ils ont sans problème. La réglementation européenne c'est un prétexte idéal pour cacher leurs méfaits.

Il est temps d'organiser la mutinerie

Selon la presse, Renault s'apprête à produire dans les usines du Mans et de Cléon des drones militaires pour l'armée. Un contrat qui pourrait atteindre 1 milliard d'euros sur 10 ans. Adieu châssis et moteurs de voitures, l'avenir serait aux engins de morts !

Et les salariés dans tout ça ? La direction promet que ce sera au volontariat mais parle déjà de 100 ou 200 salariés rien qu'au Mans. Et vu que l'armée exigerait jusqu'à 600 drones par mois, on imagine déjà les chefs jouer les sergents recruteurs.